



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 26 (2025)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : signature d'un accord de partenariat économique avec l'Association européenne de libre-échange (AELE)
- ❖ Vietnam : encours total des prêts à un niveau record (~635 Md USD, +6,5 % en g.a.) sur les 5 premiers mois de l'année
- ❖ Thaïlande : la banque centrale maintient son taux directeur à 1,75 %

LE CHIFFRE À RETENIR

0,606

Indice de développement
humain (IDH) du Cambodge
en 2023, classé au 151ème
rang sur 193 pays.

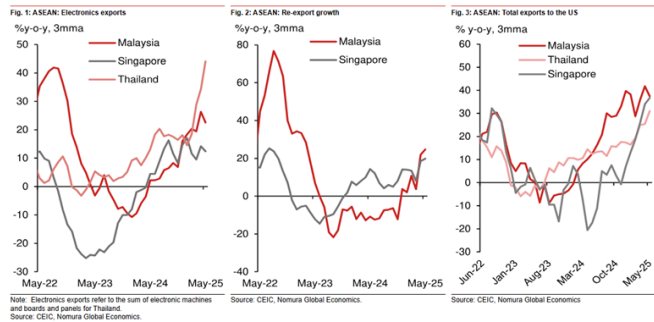
Région

L'UE étudie une coopération renforcée avec les pays du CPTPP

À l'occasion du sommet européen du 26 juin, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a présenté plusieurs pistes pour revitaliser le commerce multilatéral. Parmi ces options, celle qu'elle a qualifiée de plus prometteuse consiste à établir une coopération structurée entre l'Union européenne et les membres du Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP), qui regroupe onze pays de la zone Asie-Pacifique ainsi que le Royaume-Uni. Cette initiative serait envisagée comme une première étape vers une refonte de l'ordre commercial mondial, tout en tirant les enseignements des limites actuelles du système de l'OMC. Bruxelles considère le CPTPP comme un socle crédible pour une future architecture commerciale alternative. En toile de fond, cette dynamique pourrait repositionner l'ASEAN comme partenaire stratégique de l'UE. En approfondissant les liens avec les membres sud-est asiatiques du CPTPP (Vietnam, Malaisie, Singapour, Brunei), l'Europe pourrait ainsi renforcer sa présence économique dans l'Indo-Pacifique et s'inscrire dans un cadre commercial moins dépendant du consensus transatlantique.

Repli des exportations électroniques en mai, mais maintien de la croissance trimestrielle moyenne

Les données commerciales de mai révèlent un net ralentissement des exportations électroniques en Asie du Sud-Est, traduisant un effet de « payback »



après les anticipations d'expéditions observées en avril. À Singapour, la croissance des exportations électroniques a chuté à +1,7 % en glissement annuel (g.a.) (après +23,4 %), et à +7 % en Malaisie (après +35,3 %), principalement en raison d'un repli des livraisons vers les États-Unis et Taïwan. La Thaïlande fait exception avec une hausse à +51,9 %, probablement imputable à des retards post-Songkran. Parallèlement, les flux de réexportation ont ralenti mais restent dynamiques (+16,1 % à Singapour et en Malaisie), témoignant d'un maintien partiel des reroutages d'exportations chinoises via les économies ouvertes de la région. À moyen terme, ces pratiques pourraient toutefois être exposées à des mesures correctives, notamment américaines. Malgré ce repli conjoncturel, Singapour devrait éviter une récession technique au T2, avec une croissance moyenne des exportations de +12,2 % sur avril-mai (contre +3,6 % au T1) et des effets d'entraînement visibles sur les services liés au commerce. En revanche, les perspectives restent plus fragiles en Thaïlande, où la faiblesse de la demande interne et les pressions concurrentielles chinoises maintiennent le risque de récession au second semestre.

Lancement de la plateforme « Startup ASEAN »

Sous présidence malaisienne en 2025, l'ASEAN a lancé officiellement la plateforme « Startup ASEAN », conçue comme guichet unique numérique visant à structurer l'écosystème entrepreneurial des dix États membres. Développée par le ministère malaisien de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (MOSTI) et opérée par Cradle Fund, cette initiative a pour objectifs de faciliter l'accès au financement, de favoriser l'innovation ouverte et de promouvoir les coopérations transfrontalières. Elle s'inscrit dans le prolongement du programme ASEAN Technology Startup Ignite, qui a permis de mettre en relation plus de 11 000 startups avec 5 000 investisseurs. Classée 18e dans le Global Startup Ecosystem Report 2025, Kuala Lumpur affirme à cette occasion son positionnement en tant que pôle régional d'innovation.

Indonésie

Nouvelle stratégie de financement pour le programme de logements du Président

Le ministère indonésien du Logement a finalement décidé de ne pas recourir aux prêts étrangers pour financer le programme présidentiel de construction et de rénovation de 3 millions de logements, en dépit des efforts déployés précédemment pour attirer les investissements de pays tels que les Émirats arabes unis, le Qatar, la Chine, l'Inde et Singapour. Ce changement de cap s'explique par une volonté affirmée d'autonomie financière. Le financement s'appuie désormais sur le fonds souverain Danantara, à hauteur de 130 000 Md

IDR (environ 8 Md USD), sous la forme de microcrédits immobiliers distribués par les banques publiques. Initialement, des discussions étaient en cours avec des bailleurs internationaux, notamment la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) et la Banque asiatique de développement (BAD), qui proposait un prêt de 138 M USD. Parallèlement, l'État prévoit de rénover 2 millions de logements cette année, avec un budget public de 43 600 Md IDR (2,65 Md USD), en étendant le programme d'aide à l'amélioration de l'habitat. Le financement des 1 million de logements restants se concentrera sur des immeubles d'habitation, alors que les normes de surface pour les logements subventionnés pourraient être réduites pour contenir les coûts dans un contexte de forte pression foncière.

L'Indonésie reporte la taxe sur les boissons sucrées à 2026

Le gouvernement indonésien a reporté à 2026 l'instauration de la taxe sur les boissons sucrées emballées (MBDK), initialement prévue pour juillet 2025. Ce report s'explique par l'absence de règlement d'application et un contexte économique jugé défavorable. Cette taxe devait générer 3 800 Md IDR (environ 235 M USD), contribuant à l'objectif de recettes d'accises fixé à 244 000 Md IDR pour 2025. Ce décalage crée un manque à gagner que les autorités devront compenser via d'autres leviers fiscaux. Sur le plan sanitaire, la mesure visait à freiner la surconsommation de sucre dans un pays où le diabète touche désormais 10 % de la population et où les maladies non transmissibles progressent fortement.

Soutien stratégique de Danantara à Garuda Indonesia

Le fonds souverain indonésien Danantara injectera 6 650 Md IDR (environ 407 M USD) dans la compagnie aérienne nationale Garuda Indonesia, sous forme de prêt actionnarial, un de ses premiers projets depuis l'annonce de sa création en février 2025. Ce soutien s'inscrit dans un plan global qui pourrait atteindre 1 Md USD de soutien par Danantara, visant à restructurer durablement l'opérateur et renforcer ses performances opérationnelles et financières. La première phase du programme est dédiée à la maintenance des flottes de Garuda et de sa filiale low-cost Citilink. Les étapes suivantes cibleront l'accroissement de la rentabilité et l'accompagnement stratégique à long terme. Garuda Indonesia prévoit d'étendre sa flotte à 120 appareils d'ici cinq ans, contre 98 en mars 2025. Au premier trimestre, la compagnie a réduit sa perte nette annuelle de 12,5 %, à 75,93 M USD.

Malaisie

Signature d'un accord de partenariat économique avec l'AELE

Le ministre de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie malaisien (MITI) a signé, le 23 juin, un accord de partenariat économique (MEEPA) avec les représentants des États membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE) qui regroupe la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein. Le texte porte sur les échanges de biens, les services et les investissements, et sur d'autres domaines tels que les marchés publics, la propriété intellectuelle et le développement durable. Une déclaration conjointe sur l'huile de palme durable a également été signée à cette occasion. En 2024, les échanges commerciaux de la Malaisie avec l'AELE se sont élevés à 3,4 Md USD (soit 0,5% du commerce extérieur malaisien).

Mesures fiscales pour développer le capital-risque

Le ministre des Finances a annoncé, le 24 juin, des taux d'imposition de 5 % pendant dix ans pour les entités de capital-risque investissant au moins 20 % de leurs fonds dans des start-ups malaisiennes et de 10 % pour les sociétés de gestion de fonds en capital-risque et capital-investissement enregistrées auprès de l'Autorité des marchés financiers malaisienne (Securities Commission Malaysia). Ces mesures doivent permettre d'accroître le financement des start-ups alors que les investissements en capital-risque en Malaisie demeurent modestes avec un total de 429 M USD en 2024.

Nouvelle tarification de l'électricité à partir du 1er juillet

Le régulateur malaisien de l'énergie (Energy Commission) a annoncé une nouvelle structure tarifaire pour l'électricité, qui entrera en vigueur à partir du 1er juillet 2025 et jusqu'au 31 décembre 2027. Les prix demeureront constitués d'un tarif de base fixé pour une période de trois ans, mais en hausse de 13,6 % (à 0,10 USD par KWh) par rapport au précédent triennal, et d'une composante variable. Cette dernière sera désormais réévaluée chaque mois, au lieu de tous les six mois auparavant, afin de mieux refléter les fluctuations des prix des combustibles utilisés pour la production d'électricité et des taux de change.

Singapour

Recul des flux de grandes fortunes vers Singapour, au profit de nouvelles destinations comme Bangkok et Dubaï

Singapour devrait enregistrer en 2025 un afflux net de 1 600 millionnaires, en recul marqué par rapport aux 3 500 attendus en 2024, selon le Henley Private Wealth Migration Report. Il s'agirait du plus faible niveau depuis le début du suivi en 2015. Cette évolution s'inscrit dans un

mouvement plus large de redéploiement géographique des individus fortunés, motivé par des considérations fiscales, réglementaires et qualitatives. La Thaïlande, et en particulier Bangkok, capterait une part croissante de ces flux (+450 attendus), soutenue par l'amélioration de son environnement immobilier, éducatif et financier, avec une demande en provenance de Chine, du Vietnam et de Corée du Sud. Si Singapour maintient des fondamentaux attractifs (stabilité institutionnelle, neutralité géopolitique, écosystème financier avancé), elle fait face à une intensification de la concurrence, en particulier de Dubaï (+9 800), désormais première destination mondiale, et de Hong Kong (+800), en phase de redressement. À l'échelle globale, le Royaume-Uni se distingue par une dynamique inverse, avec un solde migratoire fortement négatif (-16 500), lié à des réformes fiscales perçues comme défavorables, et un rééquilibrage en faveur de juridictions plus accueillantes.

Singapour trace les grandes lignes de son aménagement urbain à horizon 2040 avec le Draft Master Plan

Le Draft Master Plan 2025, dévoilé le 25 juin par le ministre du Développement national, fixe la stratégie d'aménagement du territoire de Singapour pour les 10 à 15 prochaines années. Fruit d'une consultation publique ayant mobilisé près de 220 000 citoyens, ce plan s'articule autour de quatre priorités : (i) bien-être urbain ; (ii) durabilité ; (iii) résilience ; et (iv) valorisation du patrimoine. Il prévoit la création d'au moins 80 000 logements dans plus de dix zones. Des infrastructures pour le vieillissement actif, de nouveaux hubs communautaires, 25 parcs et 50 km de liaisons vertes sont également planifiés, de même que des extensions du réseau cyclable (1 300 km) et de nouvelles lignes de transport (Tengah, Seletar). Sur le plan économique, la décentralisation se poursuit avec des pôles tertiaires autour des nœuds de transport à Jurong, Tuas et Bishan. Enfin, des efforts accrus visent à renforcer la planification urbaine par la modélisation climatique, la résilience côtière (Long Island) et la préservation de l'identité urbaine à travers la conservation de bâtiments emblématiques.

Projected wealth flows

Top 10

	2025 Provisional wealth flows		Millionaire growth (%)
	Millionaire migration	Estimated wealth of migrating millionaires (US\$B)	2014 to 2024
UAE	9,800 ▲	63.0	98
USA	7,500 ▲	43.7	78
Italy	3,600 ▲	20.7	20
Switzerland	3,000 ▲	16.8	28
Saudi Arabia	2,400 ▲	18.4	55
Singapore	1,600 ▲	8.9	62
Portugal	1,400 ▲	8.1	38
Greece	1,200 ▲	7.7	24
Canada	1,000 ▲	5.7	26
Australia	1,000 ▲	5.6	30
Hong Kong	800 ▲	5.3	3

Note: All stats in USD terms. HNWI figures are rounded to the nearest 50.
*Millionaires' or 'HNWIs' refer to individuals with liquid investable wealth of USD 1 million or more.
The 2025 wealth flows are provisional figures for the full year. They are based on year-to-date HNWI movements.
SOURCE: THE HENLEY PRIVATE WEALTH MIGRATION REPORT 2025
GRAPHIC: CHARMAINE MARTIN, BT

Création du « Singapore Payments Network » (SPaN) pour consolider les infrastructures de paiement

La MAS et l'Association des banques de Singapour (ABS) ont annoncé l'incorporation du Singapore Payments Network (SPaN), entité à but non lucratif chargée de superviser les systèmes nationaux de paiement (FAST, GIRO, chèques SGD et USD). Dotée d'un conseil d'administration de 11 membres, le SPaN visera à renforcer la gouvernance, encourager l'innovation et favoriser la coopération entre institutions financières. L'objectif est de parvenir à une pleine capacité opérationnelle d'ici fin 2026, en assurant une transition progressive depuis les administrateurs actuels vers ce nouveau cadre unifié.

Vietnam

Le secteur exportateur vietnamien sous pression

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) a alerté sur les perturbations actuelles du commerce extérieur du Vietnam en raison des droits de douanes annoncés par les États-Unis. La flambée des coûts du transport maritime et les pénuries localisées de conteneurs d'exportation sont principalement causées par une ruée des exportateurs chinois avant l'entrée en vigueur de nouveaux droits de douane américains. Les tarifs de fret vers la côte ouest des États-Unis ont atteint un niveau similaire à celui observé pendant la pandémie de Covid-19 et des pénuries temporaires de conteneurs affectent la Chine, le Vietnam, l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie. A cela s'ajoutent les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui pourraient encore faire grimper les coûts. Face à ces défis, le MoIT conseille aux entreprises vietnamiennes de sécuriser leurs contrats logistiques et d'envisager des alternatives comme le rail intermodal Asie-Europe. Le gouvernement prépare également un réexamen à mi-parcours de la stratégie nationale d'exportation pour la période 2021-2030. Pour rappel, sur les cinq premiers mois de l'année, les échanges commerciaux du Vietnam ont atteint 355,8 Md USD, en hausse de 15,7 % en g.a. La balance commerciale a été excédentaire de 4,7 Md USD avec 180,2 Md USD d'exportations, en hausse de 14 % en g.a. et 175,6 Md USD d'importations, en hausse de 17,5 %. Au mois de mai, les exportations ont connu une hausse de 5,8 % par rapport à avril et de 15,5 % en g.a. et les importations de 5,9 % et de 14,1%. Sur les 5 premiers mois de l'année, les États-Unis restent le premier client du Vietnam avec 57,2 Md USD (31,7 % du total des exportations vietnamiennes), chiffre en hausse de 27,4 % en g.a.

Record des dépôts bancaires des particuliers malgré la baisse des taux d'intérêt

Selon les derniers chiffres de la Banque d'Etat du Vietnam (SBV), à la fin du mois de mars, les dépôts bancaires ont atteint environ 590,6 Md USD, chiffre en hausse de 1,8 % par rapport à février. La progression est principalement tirée par les dépôts des particuliers, qui ont connu un niveau record de 295 Md USD, soit une hausse de 5,7 % par rapport à début de l'année. Les dépôts des entreprises ont légèrement reculé depuis fin 2024 (-1,9 %) mais sont repartis à la hausse (+2,2 %) par rapport à février, ce qui reflète une reprise de la confiance des entreprises. La société MBS Securities, une des cinq plus anciennes sociétés boursières du Vietnam prévoit une légère hausse des taux d'intérêt d'ici fin d'année, portée par des perspectives économiques positives et la possibilité que la croissance du crédit atteigne voire dépasse l'objectif annuel de 16 %.

Croissance record du crédit au cours des cinq premiers mois de l'année

L'encours total des prêts dans l'économie vietnamienne a fortement progressé pour atteindre environ 635 Md USD, marquant une croissance record (+6,5 % en g.a.) pour la période des 5 premiers mois de l'année. Ce résultat indique que l'objectif de croissance du crédit de 16 % pour l'année 2025 semble pouvoir être atteint. Cette augmentation rapide soulève néanmoins des inquiétudes concernant le risque d'inflation. Certains observateurs restent toutefois optimistes, soulignant que le flux de crédit de ces derniers mois a été principalement consacré aux infrastructures. Ainsi, malgré une forte dynamique de croissance du crédit, le taux d'inflation au cours des cinq premiers mois reste dans la limite autorisée (+3,2 % en moyenne sur les 5 mois). Par ailleurs, la croissance du crédit, plus rapide que la capacité de mobilisation de l'épargne, exerce une pression croissante sur les taux de change et les taux d'intérêt, créant de nouveaux défis pour la stabilité macroéconomique à court terme.

Les compagnies aériennes vietnamiennes préparent leur expansion

La compagnie Vietravel Airlines a annoncé doubler son capital à près de 100 M USD durant le premier semestre 2026. Cette augmentation, soutenue par la Saigon-Hanoi Commercial Joint Stock Bank (SHB), a pour but de financer la croissance de la compagnie. Celle-ci est aujourd'hui un acteur très minoritaire du marché vietnamien, avec 3% de part de marché en 2024. Par ailleurs, cette annonce intervient alors que les principaux acteurs du secteur au Vietnam sont également en phase de renforcement de leurs activités. Durant la visite en France du Premier Ministre vietnamien Pham Minh Chinh, Vietnam Airlines a signé un protocole d'accord (MoU) avec la banque ING pour une ligne de crédit allant jusqu'à 1,5 Md USD, visant à financer l'acquisition de nouveaux appareils. De plus, durant le Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget, Airbus et Vietjet ont signé un protocole d'entente pour une commande de 100 Airbus A321neo, pouvant être ultérieurement complétée de 50 appareils supplémentaires. Pour contexte, ces annonces interviennent dans un contexte de reprise forte du secteur du transport aérien vietnamien. Le volume total de passagers dans le secteur a atteint 41,3 millions au cours des six premiers mois de l'année, en hausse de 10 % sur un an. Parmi eux, les passagers internationaux représentaient 23 millions, soit une augmentation de 13 %, tandis que le nombre de passagers domestiques s'élevait à 18,4 millions, en progression de 7 %.

Thaïlande

PTT se joint au projet américain phare de gazoduc Alaska LNG

Le thaïlandais PTT a signé le 23 juin 2025 un accord de coopération avec le développeur énergétique américain Glenfarne Group, en présence du Secrétaire permanent à l'énergie thaïlandais et de l'Ambassadeur des Etats-Unis en Thaïlande. Cet accord prévoit l'importation vers la Thaïlande de 2MT gaz naturel liquéfié (GNL) par an, sur 20 ans. Glenfarne Group est le principal développeur du projet Alaska LNG, un gazoduc de 1298 km (807 miles) dont la construction doit commencer en 2026.

Rebond de la production automobile en mai grâce aux ventes domestiques de VE

Après 21 mois consécutifs de baisse, la production automobile thaïlandaise a atteint 139 188 unités en mai 2025. En glissement annuel (g.a.), soit comparé à mai 2024, il s'agit d'une hausse à +10,32 %. Cette reprise est principalement attribuée à une augmentation des ventes nationales, pour le deuxième mois consécutif, à 52 229 unités. En particulier, les ventes nationales de véhicules électriques (VE) ont augmenté à 11 188 unités, soit 21,4 % des ventes et une augmentation à +118,64 % en g.a. Les exportations restent cependant en retrait, à 81 071 unités, soit une baisse de 9,20 % en g.a.

Plan de relance approuvé en Conseil des ministres

Le Conseil des ministres a validé une première série de mesures du plan de relance d'un montant de 4,62 Md USD soit près de 151 Md THB soit près. Ce soutien est concentré sur les projets d'infrastructures de transport à 1,4 Md USD (soit 45 Md THB) et hydriques à 1,2 Md USD (soit 39 Md THB), le soutien au tourisme à 310 M USD (soit 10 Md THB) et le soutien aux exportateurs et PME à 340 M USD (soit 11 Md THB). Le gouvernement vise un effet +0,4 point de croissance du PIB en 2025.

La banque centrale maintient son taux directeur à 1,75 %

A l'issue de son comité de politique monétaire du 25 juin 2025, la Banque de Thaïlande (BOT) a voté à 6 voix contre 1 le maintien de son taux de refinancement à 1,75 %, conformément aux attentes du marché. Pour cause, la BOT a revu à la hausse sa prévision de croissance pour 2025, à +2,3%, qui dépasse désormais sa prévision haute à +2,0 % de sa réunion du 30 avril 2025, en cas de « droit de douane réduit ». Il en va de même pour ses prévisions d'inflation, à +0,5 en 2025.

Le gouvernement précise les ambitions et investissements thaïlandais dans l'IA

En marge du Sommet pour l'éthique de l'IA de l'UNESCO organisé à Bangkok, la Première ministre thaïlandaise Paetongtarn Shinawatra a annoncé un objectif de d'investissement dans les infrastructures d'IA de 15,3 Md USD à horizon 2047. De plus, 61 M USD d'investissement dans une plateforme d'IA open-source et un centre national des données ont également été annoncés. En termes de déploiement, la Thaïlande vise 50 000 développeurs spécialisés, 90 000 professionnels et 10 M d'utilisateurs de l'IA. Par ailleurs, un centre sur les pratiques de gouvernance liée à l'IA (AIGPC) a été lancé pour diffuser les bonnes pratiques et proposer des formations.

Philippines

Les entreprises demeurent le principal moteur de l'épargne nationale philippine

Selon les comptes consolidés de revenus et dépenses 2024 publiés par la Philippine Statistics Authority, l'épargne brute nationale a atteint 7 700 Md PHP (136 Md USD), en hausse dans l'ensemble des secteurs institutionnels. Les entreprises non financières en représentent la part dominante (87,6 Md USD), suivies des institutions financières (35,0 Md USD), des ménages et ISBLSM (6,9 Md USD) et du gouvernement général (6,4 Md USD). Le revenu national brut disponible s'est élevé à 559,7 Md USD, en progression

de +10,5% en g.a. La répartition de la valeur ajoutée confirme le poids prépondérant de l'excédent brut d'exploitation (57%), principal canal de rémunération des entreprises, devant la rémunération des salariés (34,8%) et les taxes nettes sur la production et les importations (8,2%).

L'archipel atteint la 20ème place mondiale en matière de parité femmes-hommes

Les Philippines gagnent cinq places dans l'indice 2025 de l'écart entre les sexes publié par le World Economic Forum (WEF), se classant 20ème sur 148 pays. Elles conservent ainsi leur rang de pays le mieux classé d'Asie du Sud-Est, avec un score de 78,1%, au-dessus de la moyenne mondiale (68,8%), de la moyenne de l'ASEAN (72,3%) et devant des pays comme la France (35ème avec 76,5%). Cette progression (+5 places en un an) est portée par des avancées dans le domaine de l'égalité salariale et de la participation économique des femmes, où les Philippines affichent le meilleur score de la région (79%). En revanche, le pays a reculé dans le domaine de l'éducation, chutant de la première place l'année dernière à la 87ème cette année.

Les Philippines se classent 51ème au World Competitiveness Yearbook (WCY)

Les Philippines ont progressé d'un rang pour atteindre la 51ème place sur 69 économies dans le World Competitiveness Yearbook (WCY) publié cette année par l'Institute for Management Development (IMD). Publié depuis 1989, le WCY classe les économies sur la base de 262 indicateurs répartis en quatre facteurs ou piliers de compétitivité : performance économique, efficacité du gouvernement, efficacité des entreprises et infrastructure. Le rapport affiche une amélioration sur le pilier de la performance économique (33ème contre 40ème en 2024) et sur les infrastructures (60ème contre 61ème), mais note un recul sur l'efficacité gouvernementale (51ème contre 49ème) et l'environnement des affaires (46ème contre 43ème). Ainsi, en dépit de ce gain d'une place dans le classement mondial, l'archipel demeure parmi les pays les plus mal classés de la région (13ème sur 14 en Asie-Pacifique). Il souligne notamment des vulnérabilités persistantes en matière d'inflation, de productivité, d'investissement technologique et d'accès aux services publics.

Cambodge

Indice de développement humain et IA

Le 19 juin, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a publié son Rapport sur le développement humain 2025. Au Cambodge, l'indice de développement humain 2023 s'élève à 0,606, en légère hausse par rapport à 2022 (0,602). Le Royaume est donc classé au 151ème rang sur 193 pays, dans la catégorie du développement humain moyen. Ce rapport met en évidence le rôle potentiel de l'intelligence artificielle comme un levier pour favoriser le développement durable. Toutefois, le Cambodge est encore aux premiers stades du développement de cette technologie. La gouvernance de l'IA reste non réglementée. Le projet de loi sur la cybersécurité, tant attendu, est en suspens, tandis que le projet de loi sur la protection des données personnelles est toujours à l'étude.

Une diversification progressive des exportations

Le Cambodge connaît une croissance soutenue de ses exportations non textiles, grâce sans doute en partie à sa « Politique de développement industriel 2015-2025 ». Les exportations de produits électroniques se sont élevées à 287 M USD, en hausse de 2,4 % par rapport à la même période de 2024. Les exportations de pièces détachées automobiles ont atteint 117 M USD (+18,3 %), celles de vélos 287 M USD (+46,9 %), celles de câbles et fils électriques 232 M USD (+83,6 %) et celles de pneus 560 M USD (+81 %). Les exportations de panneaux solaires photovoltaïques ont toutefois baissé de 99 % en glissement annuel à 3,9 M USD. Ce déclin est dû à l'application de droits anti-contournement par les Etats-Unis, aux panneaux photovoltaïques chinois assemblés au Cambodge et dans 3 autres pays de la région (Malaisie, Thaïlande et Vietnam). Par ailleurs, au cours de cette période janvier-mai 2025, les exportations de textile ont atteint plus de 6 Md USD (+23,5 %). La diversification ne va pas donc sans défis : dépendance continue du secteur textile, manque de main d'œuvre qualifié et d'innovation, coût de production élevé, concentration géographique en autres.

Le Cambodge cultive, le Vietnam valorise ?

Les exportations cambodgiennes de noix de cajou connaissent une forte hausse en 2025, principalement grâce à une demande accrue du Vietnam. Entre janvier et mai, le Cambodge a exporté près de 873 200 t de noix cajou brutes vers le Vietnam, pour une valeur d'environ 1,32 Md USD. Cela représente une augmentation de 15 % en volume et 36 % en valeur par rapport à la même période en 2024. Ces chiffres dépassent déjà les exportations totales de noix cajou cambodgiennes vers le Vietnam en 2024 (820 000t, 1,07 Md USD). En raison du manque d'infrastructures de transformation et d'investissement dans le secteur, le Royaume exporte la quasi-totalité de ce produit agricole sous forme brute sur le marché vietnamien. Cela représente une perte de millions de dollars de valeur ajoutée. Afin de promouvoir la transformation locale – actuellement inférieure à 10 % –, une zone agro-industrielle de 600 ha dédiée à la filière de cajou sera implantée dans la province de Kampong Thom. Approuvée en novembre 2024 par le gouvernement, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la Politique nationale de la noix de cajou (2022-2027), qui vise à porter la capacité de transformation de cette filière à 25 % d'ici 2027, puis 50 % en 2032.

Laos

La cybersécurité, encore

Le ministère des Technologies et Communications (MTC) a donc soumis un projet de loi sur la cybersécurité à l'Assemblée nationale. Il est en cours d'examen. Dans le même temps, la coopération australienne met en œuvre des formations pour former les équipes du MTC à réagir aux menaces et atteintes à la cybersécurité. Enfin, de manière plus concrète encore, un nouveau tarif est désormais perçu sur les abonnements téléphoniques et à internet. D'un faible montant, respectivement de 3 000 et 5 000 kips par mois (0,15-0,23 USD), il a beaucoup fait parler sur les réseaux sociaux... et même fantasmer. La clarification des autorités est enfin intervenue. Il s'agit de renforcer la sécurité des communications numériques. Le MTC a précisé qu'il s'agissait, en lien avec le ministère de la Sécurité publique et le centre national de l'internet, de mettre en place un

mécanisme permettant de signaler les atteintes à la cybersécurité, afin de mieux contrôler les fraudes. Une partie des ressources collectées servira aussi à développer les infrastructures en zone rurale. Et les autorités se sont engagées à réduire les appels non sollicités. Vaste programme !

Revoir l'imposition des entreprises

Des modifications de la loi sur l'impôt sur le revenu (des entreprises) sont envisagées. L'administration fiscale laotienne passerait d'une imposition basée sur le chiffre d'affaires à une imposition sur les bénéfices. Ainsi, les entreprises pourront déduire de leurs charges de leurs revenus ; une révolution au Laos. Certaines entreprises ne paieront pas d'impôt sur les bénéfices... lorsqu'elles n'en feront pas ! A l'inverse, les taux d'imposition seront revus à la hausse, pouvant passer de 1 à 5 % par exemple. Ce sera le cas pour les microentreprises. Le ministre des finances souhaite amener plus d'entreprises dans le secteur formel et favoriser de meilleures pratiques comptables. Il escompte ainsi, en ligne avec les efforts faits depuis plusieurs années, obtenir de meilleures recettes pour la TVA. Le ministre souligne aussi qu'une comptabilité auditable permet d'obtenir plus facilement des financements bancaires. Une évolution où tout le monde trouverait son compte. Et le ministre d'annoncer, en ligne avec les derniers travaux de l'OCDE, que les multinationales installées au Laos subiraient un minimum d'imposition de 15 %. Quant aux entreprises cotées à la bourse de Vientiane (LSX), leur taux d'imposition serait de 10 %. Enfin, la base taxable sera élargie à plus de revenus.

Birmanie

Diminution du déficit courant sous l'effet des mesures de restriction des importations

Le solde commercial, hors armement, se redresserait à -2,2 % du PIB en 2024, après -4,0 % en 2023, avec un excédent net à +1,3 Md USD sur le deuxième semestre. En cause, en premier lieu, une contraction de 12,0 % des importations, sous l'effet d'une politique de restriction (licences d'importation par priorités fixées par la junte). Cependant, ces contraintes contribuent à la baisse des importations d'intrants essentiels au rebond : (i) machines à 15,0 % en valeur et (ii) fertilisants, à -37,0 % en volume, malgré leur appartenance à la liste des biens à haute priorité. Les exportations de biens ont augmenté de 7,0 %, avec une stabilisation des exportations manufacturières (gaz et textile principalement) et une hausse du secteur agricole. Le redressement de la balance courante contribue également à la stabilisation du Kyat par rapport au dollar depuis octobre 2024, après une phase de dépréciation de janvier à septembre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr